



Get the Balance Right!

Déclaration Campagne 2000

Une démocratie véritable et substantielle requière une pleine et égale représentation des femmes et des hommes dans la formulation de la mise en oeuvre des décisions dans toutes les sphères de la vie publique. C'est ce que stipule la Charte des Nations Unies (Préambule, Article 8), la Déclaration Universelle des Droits Humains et d'autres instruments internationaux telle que la Convention sur l'Elimination de toute Forme de Discrimination à l'Egard de la Femme. Aucun pays ne peut se déclarer démocratique si la moitié de sa population est exclue du processus de prise de décision. Cependant, dans le monde entier, les femmes continuent d'être sous-représentées, tout particulièrement dans les parlements ou la moyenne est de 14 pour cent (14%).

En 1995, les partis Etats ayant adhéré à la Plateforme d'Action de Pékin s'étaient engagés à définir des objectifs spécifiques et des mesures de les mettre en oeuvre afin d'accroître substantiellement le nombre de femmes sans pour autant spécifier les chiffres ou le laps de temps pendant lequel ces objectifs seraient atteints. Résultat 0,5 pour cent (0,5%) de croissance annuelle dans les organes législatifs. En mars 1999, lors de la Commission Préparatoire de la Commission sur la Condition de la Femme, la plupart des gouvernements tels les Etats Unis d'Amérique, le Canada, et l'Europe de l'Ouest, avaient rejeté toute proposition de chiffres et d'objectifs étant à accomplir dans un laps de temps donné.

Nous comprenons que les chiffres sont nécessaires mais ils ne sont pas une condition suffisante pour une participation significative, égale et en connaissance de cause des femmes dans la prise des décisions économique, politique et sociale. Ainsi, à moins d'avoir une masse critique (au moins 30%) de femmes dans les postes de prise de décision, il y a très peu de chance de voir nos problèmes traités à l'ordre du jour si le législatif ne tient pas compte de la nécessité de politiques sexospécifiques adressant les domaines critiques de nos préoccupations.

En Afrique du Sud, grâce à l'effort des femmes parlementaires, "le Women budget process" avait été introduit pour analyser le budget du gouvernements d'un point de vue du genre et en allouant plus de ressources pour l'émancipation et le développement de la femme.

En Norvège, les femmes parlementaires et la question de "politics of care" selon laquelle l'Etat doit tout mettre en oeuvre pour permettre aux femmes de lier leurs obligations de mère de famille à l'exercice de leurs droits politiques. Ceci sous entend augmenter les services de garderies d'enfants publiques; étendre la durée des congés parentaux; offrir des heures de travail plus flexibles prenant en compte le travail et la budgétisation du temps; améliorer des systèmes de droit aux pensions pour le travail non rémunéré de porteuses de soin; accroître les allocations familiales pour les familles qui n'utilisent pas les garderies d'enfants publiques.



Get the Balance Right!

Dans les panchayats ou conseils de villages dans le districts de Dahra Dun en Inde, les 119 femmes présidentes de ces panchayats ont pu obtenir des financements pour construire un réseau routier en matériaux durable de quatre pieds de largeur et de drainage. La participation des femmes dans les panchayats favorisé par l'amendement constitutionnel de 1993 réservant aux femmes 33 pour cent (33%) des sièges a connu un tel succès que les femmes demandent une représentation similaire aux niveaux des assemblées des différents états et au parlement fédéral.

Nous nous joignons aux groupes de femmes du monde entier et déclarant notre soutien à la campagne mondiale pour atteindre la parité dans les organes de prise de décision en 2005: l'Equilibre de la Balance!!! A moins donc d'atteindre la parité dans les postes de prise de décision, il y a très peu de chances d'initier des politiques ou des réformes qui mettraient hors la loi celles qui sont inéquitables, discriminatoires et injustes à la moitié de la population du monde!!!!